

Examinons le projet du fleuve Nelson. Les chiffres ne sont peut-être pas tout à fait à jour, mais il semble que plus de 65 p. 100 des 65.3 millions de dollars que nous avons dépensés sont allés à des compagnies étrangères. Et même si ces chiffres étaient mis à jour, je pense que la proportion resterait la même. Il y a quelques années, M. Walter Ward, alors vice-président exécutif de la Canadian General Electric Company, dans un très intéressant discours intitulé: «*Urgent Need for Co-operative Effort*» avait déclaré que les services d'utilité publique, le gouvernement fédéral et l'industrie canadienne devraient se concerter pour appuyer l'industrie lourde de l'électricité au Canada, car c'était une de nos principales industries. Je prétends...

M. l'Orateur suppléant (M. Boulanger): A l'ordre. Je regrette, mais le temps de parole du député est expiré.

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, il m'est pénible aujourd'hui de participer à ce débat tout en sachant fort bien que ni le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) ni le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) ne sont présents. On aurait cru, alors que leurs ministères font l'objet de critiques, qu'ils essaieraient d'être ici pour répondre aux assertions et défendre les actes du gouvernement. Il importait qu'ils fussent présents et je regrette leur absence.

Dans le peu de temps à ma disposition, je veux formuler des critiques et des propositions précises. Le ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie (M. Gillespie) s'est enorgueilli du fait que le taux de création d'emplois au Canada était à remarquer dans notre monde moderne. Il a été suivi par le secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Howard) qui a manifesté tout autant d'euphorie en nous disant que le gouvernement accomplissait beaucoup en accordant des subventions et des avantages fiscaux destinés à favoriser l'expansion régionale dans notre pays, car, après tout, il créait de nombreux emplois.

J'ai l'impression que le ministre et le secrétaire parlementaire se reportaient à l'étude récente de l'OCDE, qui établissait des comparaisons entre nos réalisations et celles d'autres pays du monde occidental industriel. Cependant, il aurait été très intéressant que le second nous révèle toute la portée de cette étude. Par exemple, il a revu le dernier trimestre de 1971, mais il a négligé de nous dire que, en Allemagne de l'Ouest, par exemple l'un des pays étudiés, que dirige un parti social-démocrate, le taux de chômage était de 0.5 p. 100. A vrai dire, l'Allemagne de l'Ouest a importé deux millions de travailleurs étrangers parce qu'il y a dans ce pays plus d'emplois que de travailleurs. Mais l'honorable représentant a négligé d'en faire mention.

Il a aussi négligé de mentionner que, en Suède, seulement 2.7 p. 100 de la population était en chômage. La Suède est un autre pays dirigé par un parti social-démocrate. Il aurait pu parler également de la Norvège, où le taux de chômage est de 1.4 p. 100. Peut-être est-ce une coïncidence, mais ce pays est, lui aussi, dirigé par un parti social-démocrate. Ce qui compte c'est que leurs niveaux de chômage sont extrêmement bas, les plus bas du monde, et il serait donc tout à fait absurde de leur part d'avoir un niveau de création d'emplois élevé. Le Canada doit avoir

[M. Faulkner.]

un niveau de création d'emplois élevé étant donné que le chômage y est plus aigu que dans tout autre pays industriel du monde. Il est absolument inepte de dire que ces pays n'ont pas un niveau de création d'emplois aussi élevé que le Canada puisqu'ils ont virtuellement atteint le plein emploi.

Par exemple, pendant le dernier trimestre de 1971, et dans les pays d'Europe de l'Ouest étudiés, on comptait 1,502,000 chômeurs. Par contre, 1,163,000 emplois étaient vacants. Il n'est évidemment pas nécessaire à ces pays de créer davantage d'emplois étant donné qu'ils ont pratiquement atteint le plein emploi. Il y avait presque un emploi vacant pour chaque chômeur. Les pays d'Europe occidentale que j'ai évoqués présentent le plus haut niveau d'emploi de l'histoire de l'homme. Dire que leur niveau de création d'emplois n'est pas aussi élevé que celui du Canada est un bien faible argument. Il nous faut à nous un niveau de création d'emplois élevé à cause d'un chômage aigu dont le gouvernement est directement responsable.

J'aimerais citer quelques autres chiffres intéressants concernant la multitude des programmes offerts par le ministère de l'Industrie et du Commerce pour aider l'entreprise privée, programmes qui ont récemment fait écrire à George Bain dans le *Globe and Mail* qui si l'assistance publique existe au Canada elle est destinée aux entreprises et non pas aux citoyens ordinaires.

J'ai une liste des programmes offerts par ce ministère, au nombre de 12, qui permettent au secteur privé d'être subventionné directement par le gouvernement. En 1968-1969 les dépenses d'aide à l'entreprise privée, engagées en vertu de ces programmes, s'élevaient à \$390,593,000. L'année suivante, elles sont passées à \$399,481,000. En 1970-1971, elles s'élevaient à \$370,004,000. L'année dernière, le gouvernement a versé 472,136,000 dollars aux entreprises. Il prévoit en verser 530 millions en 1972-1973. Le total des subventions directes versées aux pauvres entreprises s'élève donc à \$2,162,217,000, entreprises qui se plaisent à dire, évidemment sans en penser un mot, qu'il faut se montrer d'un individualisme forcené et que le gouvernement n'a pas à se mêler de la vie quotidienne des citoyens sauf, bien sûr, pour leur faire des cadeaux.

Un simple coup d'œil sur les statistiques de cette période permet de constater qu'il existe une corrélation négative, et non positive, entre le chômage et la masse monétaire canalisée vers le secteur privé. La moyenne du chômage pour les cinq dernières années montre que ce taux s'établissait en 1967 à 4.1 p. 100. En 1968, ce taux était de 4.8 p. 100; en 1969 de 4.7 p. 100; en 1970 de 5.9 p. 100 et de 6.4 p. 100 l'année dernière.

• (1750)

Aux deux ministres qui se sont tellement vantés d'avoir, par ces dépenses, créé de l'emploi, je conseillerais de revoir leurs propres statistiques. Nous avons dépensé plus de deux milliards de dollars et, malgré cela, le taux de chômage au lieu de décliner, augmente. Non seulement affectons-nous des montants énormes pour de prétendus programmes de développement régional qui sont censés créer de l'emploi, mais qui n'ont aucun effet appréciable et peut-être même, dans certains cas, des résultats négatifs, mais nous sommes en train de faire la même expérience qui a préoccupé le sénateur américain McGovern.